

# CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

**Bruxelles, le 27 juillet 2011 (29.07) (OR. en)**

**13297/11**

**COPEN 189**

**EUROJUST 116**

**EJN 95**

**NOTE**

du: aux:

Secrétariat général du Conseil délégations

Objet: Décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil du 26 février 2009 portant modification

des décisions-cadres 2002/584/JAI, 2005/214/JAI, 2006/783/JAI, 2008/909/JAI et

2008/947/JAI, renforçant les droits procéduraux des personnes et favorisant

l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée lors du procès

- Version consolidée du formulaire de mandat d'arrêt européen

Les délégations trouveront en annexe la version consolidée du formulaire de mandat d'arrêt européen.

# ANNEXE

**MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN1**

Le présent mandat a été émis par une autorité judiciaire compétente. Je demande que la personne mentionnée ci-dessous soit arrêtée et remise aux autorités judiciaires aux fins de l'exercice de poursuites pénales ou de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté.

**1** Le présent mandat doit être rédigé ou traduit dans une des langues officielles de l'État membre d'exécution, lorsque ce dernier est connu, ou dans toute autre langue acceptée par cet État.

1. Renseignements relatifs à l'identité de la personne recherchée: Nom:………………………………………………………………………..................………...

Prénom(s): …………………………………………………………………….................……... Nom de jeune fille, s'il y a lieu:………………………………………………................……… Les alias, s'il y a lieu: …………………………………………………………...........………… Sexe:…………….………………………………………………………….....................………

Nationalité:…………………………………………………………………..................……..... Date de naissance:……………………………………………………………...............………. Lieu de naissance:…………………………………………………………….................……… Résidence et/ou adresse connue:………………………………................……………………...

…………………………………………………………………………………...................…… Si connu: la ou les langues que la personne recherchée comprend:

…………………………………………………………………………..…….....................…… Traits distinctifs / description de la personne recherchée:…………….....................…………...

…………………………………………………………………………………...................……

Photo et empreintes digitales de la personne recherchée, si elles sont disponibles et s'il est possible de les communiquer, ou les coordonnées de la personne à contacter afin d'obtenir ces informations ou un profil ADN (si ces données peuvent être communiquées, mais n'ont pas été incluses)

1. Décision sur laquelle se fonde le mandat d'arrêt:
   1. Mandat d'arrêt ou décision judiciaire ayant la même force: ……………………………… Type: ………………………………………………………………………..............…......

2. Jugement exécutoire:………………………………………………………………............

…………………………………………………………………………………………….. Référence:……………………………………………….....................................................

1. Indications sur la durée de la peine:
   1. Durée maximale de la peine ou mesure de sûreté privatives de liberté qui peut être infligée pour l'infraction/les infractions commise(s):

………………………………………………………………………………………………..….

…………………………………………………………………………………………………...

* 1. Durée de la peine ou mesure de sûreté privatives de liberté infligée:

…………………………………………………………………………………………………...

Peine restant à purger:……………………………………………………………………..

………………………………………………………………………………………………..….

…………………………………………………………………………………………………

1. Indiquez si l'intéressé a comparu en personne au procès qui a mené à la décision:
2. Oui, l'intéressé a comparu en personne au procès qui a mené à la décision.
3. Non, l'intéressé n'a pas comparu en personne au procès qui a mené à la décision.
4. Si vous avez coché la case du point 2, veuillez confirmer si:

3.1 a) l'intéressé a été cité à personne le … (jour/mois/année) et a ainsi été informé de la date et du lieu fixés pour le procès qui a mené à la décision, et s'il a été informé qu'une décision pouvait être rendue en cas de non-comparution;

OU

3.1 b) l'intéressé n'a pas été cité à personne, mais a été informé officiellement et effectivement par d'autres moyens de la date et du lieu fixés pour le procès qui a mené à la décision, de telle sorte qu'il a été établi de manière non équivoque que l'intéressé a eu connaissance du procès prévu, et a été informé qu'une décision pouvait être rendue en cas de non-comparution;

OU

3.2. ayant eu connaissance du procès prévu, l'intéressé a donné mandat à un conseil juridique, qui a été désigné soit par l'intéressé soit par l'État, pour le défendre au procès, et a été effect ivement défendu par ce conseil pendant le procès;

OU

3.3 l'intéressé s'est vu signifier la décision le …. (jour/mois/année) et a été expressément informé de son droit à une nouvelle procédure de jugement ou à une procédure d'appel, à laquelle l'intéressé a le droit de participer et qui permet de réexaminer l'affaire sur le fond, en tenant compte des nouveaux éléments de preuve, et peut aboutir à une infirmatio n de la décision initiale, et

l'intéressé a indiqué expressément qu'il ne contestait pas la décision;

OU

l'intéressé n'a pas demandé une nouvelle procédure de jugement ou une procédure d'appel dans le délai imparti;

OU

3.4 l'intéressé n'a pas reçu personnellement la signification de la décision, mais

* + il la recevra personnellement sans délai après la remise, et
  + lo rsqu'il l'aura reçue, il sera expressément informé de son droit à une nouvelle procédure de jugement ou à une procédure d'appel, à laquelle l'intéressé a le droit de participer et qui permet de réexaminer l'affaire sur le fo nd, en tenant compte des nouveaux éléments de preuve, et peut aboutir à une infirmatio n de la décision init iale, et
  + il sera informé du délai dans lequel il doit demander une nouvelle procédure de jugement ou une procédure d'appel, soit …jours.

1. Si vous avez coché la case du point 3.1 b), 3.2 ou 3.3 ci-dessus, veuillez indiquer comment la condition concernée a été remplie:

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

1. Infraction(s):

Le présent mandat se rapporte au total à: ……………..infractions.

Description des circonstances dans lesquelles l'infraction ou les infractions a (ont) été commise(s), y compris le moment (la date et l'heure, le lieu ainsi que le degré de participation de la personne recherchée à l'infraction ou aux infractions

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………… Nature et qualification légale de la ou des infractions et disposition statutaire ou code applicable:

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

1. Cocher, le cas échéant, s'il s'agit d'une ou des infractions suivantes punies dans l'État membre d'émission d'une peine ou une mesure de sûreté privatives de liberté d'un maximum d'au moins 3 ans telles qu'elles sont définies par le droit de l'État membre d'émission:

0 participation à une organisation criminelle;

0 terrorisme;

0 traite des êtres humains;

0 exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie;

0 trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;

0 trafic illicite d'armes, de munitions et d'explosifs;

0 corruption;

0 fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes;

0 blanchiment du produit du crime;

0 faux monnayage, y compris la contrefaçon de l'euro;

0 cybercriminalité;

0 crimes contre l'environnement, y compris le trafic illicite d'espèces animales menacées, et le trafic illicite d'espèces et d'essences végétales menacées;

0 aide à l'entrée et au séjour irrégulier;

0 homicide volontaire, coups et blessures graves;

0 trafic illicite d'organes et de tissus humains;

0 enlèvement, séquestration et prise d'otage;

0 racisme et xénophobie;

0 vols organisés ou avec arme;

0 trafic illicite de biens culturels y compris antiquités et œuvres d'art;

0 escroquerie;

0 racket et extorsion de fonds;

0 contrefaçon et piratage de produits;

0 falsification de documents administratifs et trafic de faux;

0 falsification de moyens de paiement;

0 trafic illicite de substances hormonales et autres facteurs de croissance;

0 trafic illicite de matières nucléaires et radioactives;

0 trafic de véhicules volés;

0 viol;

0 incendie volontaire;

0 crimes relevant de la juridiction de la Cour pénale internationale;

0 détournement d'avion/navire;

0 sabotage.

1. Description complète de l'infraction ou des infractions qui ne relèvent pas des cas visés au point I ci-avant:

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

1. Autres circonstances pertinentes en l'espèce (informations facultatives):

(*NB: il serait possible d'inclure ici des remarques sur l'extraterritorialité, l'interruption de périodes limitées dans le temps et autres conséquences de l'infraction)*

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

1. Le présent mandat se rapporte également à la saisie et à la remise des objets qui peuvent servir de pièces à conviction.

Le présent mandat se rapporte également à la saisie et à la remise des objets acquis par la personne recherchée du fait de l'infraction:

Description des objets (et lieu où ils se trouvent) (s'ils sont connus):

………………………………………………………………………………..................……..

…………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………

1. L'infraction ou les infractions pour laquelle ou lesquelles ce mandat a été émis est ou sont passible(s) d'une peine ou mesure de sûreté privatives de liberté à caractère perpétuel ou a (ont) eu pour effet une telle peine ou mesure:

* le système juridique de l'État membre d'émission prévoit une révision de la peine infligée

– sur demande ou au plus tard après 20 ans – en vue de la non-exécution de cette peine ou

mesure; et/ou

* le système juridique de l'État membre d'émission prévoit l'application de mesures de clémence auxquelles la personne peut prétendre en vertu du droit ou de la pratique de l'État membre d'émission en vue de la non-exécution de cette peine ou mesure.

1. L'autorité judiciaire qui a émis le mandat:

Nom officiel:……………………………………………………………………………………. Nom de son représentant**1**.……………………………………………………………………… Fonction (titre/grade):…………………………………………………………………………...

Référence du dossier:…………………………………………………………………………… Adresse:………………………………………………………………………………………….

Nº de tél.: (indicatif du pays) (indicatif de zone ou urbain) (…)…………………………….... Nº de télécopie: (indicatif du pays) (indicatif de zone ou urbain) (…)………………………... E-mail: …………………………………………………………………………………………. Coordonnées de la personne à contacter afin de prendre les dispositions pratiques nécessaires à la remise de la personne: ……………………………………………………………………...

**1** Il sera fait mention du détenteur de l'autorité judiciaire dans les différentes versions linguistiques.

En cas de désignation d'une autorité centrale pour la transmission et la réception administratives de mandats d'arrêt européens:

Nom de l'autorité centrale:………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………..

Personne à contacter, le cas échéant (titre/grade et nom):

…………………………………………………………………………………………………... Personne à contacter, le cas échéant (titre/grade et nom): ……………………………………...

………………………………………………………………………………………………… Adresse: ……………………………………………………………………………………….

………………………………………………………………………………………………… Nº de tél.: (indicatif du pays) (indicatif de zone ou urbain) (…)…………………………….. Nº de télécopie: (indicatif du pays) (indicatif de zone ou urbain) (…)……………………… E-mail: ………………………………………………………………………………………...

Signature de l'autorité judiciaire d'émission et/ou de son représentant:

………………………………………………………………………………………………………… Nom: …………………………………………………………………………………………………. Fonction (titre/grade): ……………………………………………………………………………….. Date: ………………………………………………………………………………………………….

Cachet officiel (s'il est disponible)